

« 2014, année électorale en Amérique Latine »

Une table ronde s'est tenue à France-Amériques le 20 mars autour de ce thème en collaboration avec le Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France.

Elle a réuni les intervenants suivants :

Stéphane Mousset : *Chef du bureau Amériques, Direction générale du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances*

Jean-Jacques Kourliandsky : *Chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS),*

Pierre-Jean Vandoorne : *ancien Ambassadeur de Colombie, Venezuela, Pérou*

Monsieur Charles-Henry Chenut : *Modérateur, Président de la Commission Amérique latine et Caraïbes des Conseillers du commerce extérieur de la France*

L'Amérique Latine est sous les feux de l'actualité en 2014.

L'objectif de cette table ronde était de comprendre les effets qu'auront les élections nationales, régionales et municipales sur les partenaires de ces pays et vers quels changements ils se dirigent ? L'échange a été très riche et abondant.

L'Amérique Latine subit une nouvelle évolution économique grâce aux structurations régionales influencées par l'Alliance du Pacifique, la coopération internationale comme les accords de l'Union Européenne, les politiques bilatérales que la France mène avec les pays de la zone. Allons-nous vers une révolution politique dans la zone ? Toutes les zones des plus influentes aux plus sensibles sont concernées.

Les élections peuvent-elles déstabiliser la démocratie aujourd'hui largement ancrée ? Est-ce un changement dans la continuité ? Les présidents sont principalement de gauche, cela jette-t-il un trouble politique ou économique pour les investisseurs ? Dans certains pays, il y a peu d'alternance. Les candidats changent mais le parti reste.

Malgré des gouvernements démocratiques, quels sont les nombreux défis qui peuvent affecter les sociétés sur la zone ? La politique est importante, même si c'est souvent dans la continuité d'un même parti et au sein d'une même famille, car cela apporte la stabilité et donc la confiance nécessaire au développement commercial et économique.



Depuis les 20 dernières années, l'accélération des négociations économiques multilatérales d'accords préférentiels se construisent avec vigueur.

Les alliances politiques ainsi que les accords commerciaux entre les pays sont importants pour le développement commercial et donc économique de la zone. Les secteurs privés, actifs sur la zone, favorisent l'émergence de candidats avec une vision car ils ont des leviers d'influences sur l'offre politique grâce à leur poids économique. Cependant, la France n'a aucune prétention de peser sur les élections.

Patrice Sabatier, Directeur des Relations Institutionnelles chez L'Oréal, a apporté le regard d'un grand groupe implanté depuis de nombreuses années en Amérique Latine. L'importance de la confiance et de la stabilité est au centre des préoccupations des sociétés de la zone.



Imen Hazgui, journaliste sur les marchés financiers, questionne sur la trop forte dépendance des pays de la zone sur les ressources naturelles et les problèmes d'infrastructures. Bien qu'il ne soit pas possible de parler de manière homogène de tous les pays d'Amérique Latine, certains pays sont extrêmement dynamiques et dépassent la croissance de bien d'autres pays au niveau mondial.

Elle souhaite également faire une comparaison entre l'Inde et le Brésil. En effet, a renchéri M Chenut, le Brésil, qui reçoit plus d'investissements que l'Inde, dénote fortement par sa forte croissance économique même au sein des BRICS.

Il y a de grandes chances que la présidente Dilma Rousseff soit réélue. Malgré une forte croissance dans les années 2000, l'enjeu est maintenant un changement de modèle, un rééquilibrage, vers une politique de l'offre passant par les infrastructures, la maîtrise des coûts de l'énergie, la santé et l'éducation – point déterminant. Pendant ces dernières années, les actions étaient centrées sur les alliances extérieures. Ceci a permis notamment la signature de contrats de sous-marins avec la France. Le constat actuel est qu'un désengagement extérieur est nécessaire pour se recentrer sur les questions essentielles intérieures notamment les questions sociales.

Des spécialistes dans l'assemblée ont exprimé qu'un pays comme le Brésil ne devrait pas avoir à choisir entre plusieurs postes d'investissement – ex. infrastructures ou éducation - mais qu'il peut en gérer plusieurs de front. Il faut cependant traiter les problèmes de gouvernance et de corruption. En effet, d'après Stéphane Mousset, le financement de la démocratie est un point essentiel. Son système d'organisation politique rend le marché brésilien complexe pour les entreprises. Le gouvernement brésilien doit apporter une cohérence, une fiabilité pour plus de sécurité. Toutes ces questions sont au premier plan et le congrès votera certainement des résolutions après les élections.

De manière générale, il y a une nette progression dans les alliances et dans la politique extérieure et intérieure des pays d'Amérique Latine. Les dialogues avec les acteurs internationaux sont en progression. La capacité des pays d'Amérique Latine à aborder les problèmes de fiscalité, d'insécurité, d'infrastructure, de transports, de stabilité politique est au cœur des dialogues internes pour atteindre un développement économique.